



## L'Europe s'élargit



### Éditorial

L'élargissement de l'Union est une chance historique qui nous est offerte de stabiliser la paix sur notre continent longtemps déchiré et de construire, ensemble, un avenir commun et prospère.

Mais c'est aussi un défi et un pari sur l'avenir. Un pari gagnant si l'on réussit à rendre cette nouvelle Europe plus proche des citoyens et à engager les Européens dans ce projet d'avenir. Tel est le principal enseignement des États Généraux des Régions d'Europe organisés à Poznan, dans la région de Wielkopolska-PL, fin novembre 2003.

La réussite de cet élargissement dépendra du soutien populaire qui lui sera apporté, tant dans les nouveaux que dans les anciens États membres. Les citoyens appuieront ce processus s'ils en tirent des bénéfices visibles dans leur quotidien et s'ils reconnaissent l'Union comme une communauté des citoyens. D'où l'importance, en cette période charnière de rapprochement entre les nations et les peuples aux cultures et au vécu si différents, de donner une nouvelle impulsion à la promotion de cette diversité et du dialogue interculturel.

Pour bâtir cette Europe, il ne suffit pas de construire de nouvelles infrastructures et des voies de transport, certes nécessaires au développement économique d'un si vaste territoire. Ce serait oublier que l'UE n'est pas seulement un grand marché mais une société de 455 millions de citoyens qui doivent vivre, travailler ensemble et dessiner ensemble des projets d'avenir, en dépassant les rancunes du passé ou les stéréotypes actuels.

Dans sa nouvelle politique de cohésion et autres politiques à impact structurel, l'UE doit affirmer sa volonté de participer au développement de cette société interculturelle, sur la base des valeurs communes énoncées dans le projet de Constitution. Elle doit renforcer son appui aux initiatives citoyennes qui visent par des projets éducatifs et culturels le développement des échanges intracommunautaires et avec les nouveaux voisins de l'UE.

En tant que Présidente de l'ARE, qui a commencé son propre élargissement avant la chute du mur de Berlin et compte aujourd'hui près de 250 régions membres si diverses, je peux affirmer que, grâce au dialogue interculturel et aux projets de coopération interrégionale concrets, nous avons réussi à être unis dans la diversité. <

**Liese Prokop**  
Présidente de l'ARE  
Vice-Ministre Présidente  
de Basse-Autriche (A)

## Construire une Europe des citoyens, priorité majeure

VÉRITABLE DÉFI POUR LE XXI<sup>e</sup> SIÈCLE, L'ÉLARGISSEMENT EST UN PARI PHÉNOMÉNAL SUR L'AVENIR, DONT LE SUCCÈS DÉPENDRA DE NOTRE CAPACITÉ À PÉRENNISER LES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES, À STIMULER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL FACE AUX DÉFIS DE LA MONDIALISATION ET À MOBILISER L'ESPRIT CRÉATIF DES JEUNES GÉNÉRATIONS DANS LES PROJETS POLITIQUES D'AVENIR.

**Ca y est, c'est fait.** Depuis le 1<sup>er</sup> mai, l'Union européenne compte 25 États membres et 455 millions de citoyens. Un élargissement sans précédent dans l'histoire européenne vient d'avoir lieu et désormais Maltais, Chypriotes, Lituaniens, Estoniens, Lettons, Tchèques, Slovaques, Slovènes, Hongrois et Polonais seront acteurs à part entière des décisions communautaires.

Ensemble avec les anciens membres, ils auront pour tâche difficile d'impulser un nouveau souffle à cette Union en quête de nouveaux repères, prise entre ses désunions, un avenir économique incertain et un euroscepticisme grandissant de ses citoyens.

"Cette nouvelle Europe ne peut se construire sans les peuples et encore moins contre eux", soulignait Robert Collignon, Président du Parlement wallon lors des derniers États Généraux des Régions d'Europe. Une analyse juste, pertinente. Car la réussite de cette nouvelle étape dans la construction européenne dépendra principalement du soutien populaire qui lui sera apporté. Et les citoyens soutiendront ce processus mais seulement s'ils y voient un projet de société annonciateur de meilleures opportunités présentes ou à venir. Telle est la conclusion majeure des VI<sup>e</sup> États Généraux des Régions d'Europe organisés par l'ARE fin novembre, à Poznan, dans la région polonaise de Wielkopolska, qui ont réuni 600 participants venus de 200 régions européennes et de 33 pays. Tous, des délégués lors des ateliers de travail aux intervenants en session plénière, ont insisté sur ce point. Une meilleure écoute des revendications des citoyens et une meilleure adaptation des politiques publiques à leurs attentes qui

implique, à son tour, une clarification des compétences entre les divers niveaux de gouvernance seront déterminantes tant pour



Le drapeau de l'Union flotte maintenant sur 25 pays

l'avenir de l'Union que pour la pérennité de la démocratie en Europe. Et puis, face à une Europe que certains qualifient de centralisatrice et d'uniformisatrice, la promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel, par le truchement des projets de coopération interrégionale et transfrontalière, doit très nettement être encouragée.

Photo : Parlement européen

Suite de la page 1...



Photo : Jacek Babiak

600 personnes réunies à Poznan pour les États Généraux des Régions d'Europe

### Repenser l'action politique autour du citoyen

"Les gens veulent que les politiques se rapprochent d'eux, soutenait depuis Poznan Leszek Miller, Premier Ministre polonais. Cela implique qu'il s'opère un déplacement de compétences et que le niveau central délègue davantage au niveau inférieur". Établi par la seconde autorité politique d'un pays encore centralisateur dans son fonctionnement - malgré une décentralisation récente - ce constat gagne en résonance. Rapprocher le citoyen du champ politique nécessite qu'on lui donne les moyens de se le réapproprier. Qui, mieux que des élus de proximité, à même de l'informer et de représenter ses intérêts, pourraient le faire et redonner sens à la notion même de démocratie ? Le projet de Constitution rédigé par la Convention présidée par l'ancien chef d'Etat français Valéry Giscard d'Estaing marque, sur ce point, indéniablement une avancée. "C'est la première fois dans l'histoire de la construction européenne qu'un texte reconnaît explicitement le principe de subsidiarité entre l'Union et les régions, analyse Peter Straub, le Président de la Commission Affaires institutionnelles de l'ARE (voir Dossier AER-ARE-VRE/Automne 2003). Lorsque l'on sait que, jusqu'à alors, ce lien n'était consacré qu'entre l'Union et les États membres, cela vous donne une idée de l'étendue de cette avancée." Indirectement, ce texte, qui pourrait être avalisé en juin par les chefs d'Etat et de gouvernement, a ceci d'essentiel qu'il pourrait souligner que l'Union ne doit plus être cette construction ethno-centrée. Que les régions sont un maillon essentiel du dialogue entre l'Union et les citoyens et que c'est de la solidité et de la pertinence de ce lien que dépendra très largement l'adhésion populaire au développement de nouvelles politiques européennes.

"La capacité des partis et des dirigeants politiques à s'identifier aux revendications de la société civile et à les promouvoir sera la clé de leur

survie au cours de ce siècle", prévient l'économiste américain Jeremy Rifkin, également présent à ces États Généraux des Régions. Tout le monde s'accorde à le dire : un gouffre démocratique s'est progressivement creusé entre les élites et les citoyens, et il est aujourd'hui urgent de le combler. Bien sûr, la construction continue de l'Union est une avancée historique majeure. Mais encore faut-il lui donner vie au-delà de son cercle institutionnel, placer le citoyen en son centre. Le citoyen est celui qui participe aux affaires de la Cité, qui agit sur le champ politique. Qui en a la possibilité, le droit, la garantie. Or, se sentant déjà éloignés de leurs représentants nationaux, nombre d'Européens s'inquiètent de voir s'installer définitivement un pouvoir politique et administratif centralisé à Bruxelles et sur lequel, à l'instar d'un monde économique internationalisé, ils n'auront vraisemblablement que peu de prise directe. "Les institutions européennes ont aujourd'hui beaucoup de compétences, ce qui éveille un certain doute auprès des populations, confirme Marek Maciej Siwiec, Secrétaire d'Etat à la Chancellerie polonaise. De plus en plus d'organisations supranationales reçoivent des compétences supplémentaires. Les citoyens pensent qu'ils n'ont plus aucune influence sur la politique."

### (Ré)inscrire les citoyens dans le débat démocratique

Cette distanciation n'est pourtant pas irrémédiable pour peu que les régions se voient reconnaître le rôle qui leur revient de droit au sein de la gouvernance européenne. Proches de leurs administrés, ne serait-ce que d'un point de vue géographique, les élus locaux doivent réinvestir le champ politique, s'affirmer comme des interlocuteurs privilégiés entre les citoyens et l'Union. Non seulement ils doivent jouer le rôle de relais et de médiateurs, mais ils doivent aussi inscrire de façon concrète les citoyens - dont les plus jeunes - dans le débat démocratique. À cet égard la Présidente de l'ARE, Liese

Prokop, qui a impulsé une politique dynamique en faveur des jeunes au sein de l'Assemblée (voir l'encadré) a rappelé "qu'il était primordial que les jeunes puissent avoir la possibilité d'établir une vision politique pour le futur et participer à l'élaboration du monde de demain". Un enjeu d'autant plus crucial que c'est à ces nouvelles générations qu'incombera la tâche de poursuivre la construction européenne entamée il y a plus de 50 ans.

Mais rétablir le lien citoyen nécessite aussi une véritable communication sur ce qu'est l'Europe, des réponses concrètes - non publicitaires - aux craintes exprimées par les populations, toute autre démarche ne faisant qu'accroître les incertitudes et les fantasmes d'un public de plus en plus enclin à répondre aux sirènes des partis souverainistes et nationalistes. "Dans un monde ouvert dirigé par la mondialisation, les citoyens doivent savoir ce que signifie l'adhésion européenne pour leur avenir. Nous devons absolument renforcer la communication pour renforcer la démocratie, a souligné devant les délégués Jozef Olesky, Président de la Commission des affaires européennes du Parlement polonais et membre de la Convention sur l'avenir de l'Union. Et cela dès le niveau régional, bien plus favorable à l'engagement citoyen que l'échelon national. C'est ainsi que l'on pourra réintégrer les citoyens dans le champ politique."

Enfin, l'Europe doit assumer ses relativismes, à l'instar de sa devise "Unis dans la diversité", refuser toute velléité d'uniformisation par le haut. Sur ce point, Peter Straub appelle à la vigilance : "Nous nous situons aujourd'hui dans un contexte de libéralisation des services, dont l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) est peut-être l'exemple le plus parlant. Or, à l'inverse de l'article 133§5 du Traité de Nice, l'article III-217 du projet de Traité constitutionnel n'impose pas la règle de l'unanimité comme règle pour libéraliser certains services dont la culture ou l'éducation. Ceci signifie qu'un vote à la majorité qualifiée suffirait à faire entrer ces services dans le champ de la politique commerciale européenne, donc d'en faire une compétence exclusive de l'Union, ôtant par conséquent tout pouvoir aux régions qui disposaient jusqu'à alors de prérogatives législatives dans ce domaine". Accepter un tel transfert nuirait sans nul doute au projet européen, à sa compréhension et à son adhésion citoyenne. Car si l'Europe dispose d'une force, il s'agit bien de sa capacité à être multiple, à comprendre l'autre, par ses échanges culturels et intellectuels, et à appréhender "multipolairement" un monde certes de plus en plus globalisé mais paradoxalement de plus en plus éclaté.

### Garantir le développement local

Parmi les gages de réussite de l'élargissement, la capacité à (re)dynamiser les nouveaux territoires communautaires sans paupériser les autres et à encourager la solidarité communautaire s'annonce primordiale.

"L'adhésion des Dix à l'Union est une grande opportunité mais aussi un grand défi, a rappelé

Irena Herbst, Secrétaire d'État polonaise au développement régional. *Encourager le développement des voies de transport, les infrastructures est vital mais ne suffit pas. C'est en utilisant les potentiels propres des régions que nous réussissons à garantir leur développement.* Une utilisation des potentiels qui devra passer par une simplification de la gestion des fonds structurels et une meilleure implication des régions tant dans la définition de leurs critères d'attribution que dans leur administration. Car, analyse Stefan Mikolajczak, Président de la Région Wielkopolska et hôte des États Généraux des Régions d'Europe, *"il est important de rappeler que les régions sont les premières entités créatrices d'emplois. C'est parce qu'une collectivité territoriale est économiquement dynamique qu'elle se développe, attire de nouveaux investissements et crée de nouvelles richesses pour ses administrés. Qui donc serait mieux à même que ces entités régionales de prendre en charge la gestion des fonds destinés à favoriser de telles avancées"*.

Parallèlement, l'élargissement implique aussi la réforme des objectifs de la politique de cohésion. *"Le maintien des services d'intérêt général, une meilleure accessibilité des régions les plus éloignées, le soutien à l'innovation mais aussi les*

*échanges entre tous les groupes de société – secteur privé, universités et écoles, associations – pour favoriser l'intégration doivent figurer parmi les secteurs bénéficiant de la nouvelle politique de cohésion pour répondre aux attentes de nos citoyens tant des zones urbaines que rurales"* a insisté Brian Greenslade, Président de la Commission Développement régional de l'ARE. *"Celle-ci doit aussi donner une impulsion nouvelle à la coopération interrégionale avec les régions de la périphérie de l'Europe comme celles de nouveaux pays voisins de l'Union élargie dont le développement équilibré est essentiel pour la stabilité de notre continent"*.

### Réinvestir le global par une mobilisation locale

Au défi de l'élargissement s'ajoute pour l'Europe celui de la mondialisation, thème largement débattu lors de ces États Généraux des Régions d'Europe car les responsables régionaux tout comme les citoyens font part de leur désarroi face aux processus décisionnels dans les enceintes telles que l'OMC ou le GATS/AGCS qui échappent à leur connaissance. *"La question que ne manquent pas de se poser les responsables politiques régionaux est d'une part de savoir si une vie territoriale existe en dehors du global et si les territoires sont condamnés à la*

*concurrence, note Robert Collignon, Président du Parlement wallon. La question est sans doute aussi de savoir si la géographie et l'histoire peuvent être tenues en échec par les forces apatrides du marché. Il m'apparaît évident que c'est à partir d'une mobilisation locale que l'on réinvestira le global."* Mais cette entreprise suscite indéniablement une plus grande autonomie décisionnelle des régions, seules à même de jouer un rôle de médiateur entre d'une part l'Union et les États – derniers centres de décision politique à pouvoir peser sur la scène économique internationale – et, d'autre part, les citoyens, premiers destinataires des décisions qui y sont prises.

En agissant de la sorte, les régions ont un rôle de bâtisseur à jouer. *"Construire la mondialisation sera la réponse indispensable aux doutes sur la mondialisation"*, rappelait encore récemment Armatya Sen, prix Nobel d'économie. Car c'est de cela qu'il s'agit : trouver une voie médiane *"entre deux visions dualistes et exclusives débouchant tantôt sur une diabolisation tantôt sur la louange des mérites du nouvel ordre mondial"*, poursuit Robert Collignon, avant d'ajouter : *"L'histoire est relativement pauvre en périodes où les sociétés humaines ont laissé s'échapper l'économie. Quant au capitalisme, c'est lorsqu'il est accompagné par un projet politique qu'il porte les meilleurs fruits. Cette constatation ne peut être qu'une invitation à l'inventivité tant pour l'Europe en construction que pour les régions"*.

## Impliquer les jeunes dans la politique

LES DISCOURS NE SUFFISENT PLUS, LES JEUNES CITOYENS NE CESSENT DE LE RÉPÉTER. ILS VEULENT DES FAITS, JUGER SUR PIÈCES. UN APPEL BIEN ENTENDU PAR DE NOMBREUSES RÉGIONS D'EUROPE QUI ONT PARTICIPÉ AU CONCOURS DE LA RÉGION LA PLUS OUVERTE AUX JEUNES DE L'ARE. GROS PLAN SUR LA RÉGION GAGNANTE, LE LANCASHIRE OÙ LES JEUNES (AP)PRENNENT LE POUVOIR.



### Les jeunes du Lancashire fêtent leur succès

du conseil régional sur le web, possibilité de contacter directement par mail l'ensemble des élus, mise en relation électronique des internautes avec les entrepreneurs locaux sont autant d'avancées démocratiques basées sur l'utilisation des technologies modernes qui auront fini de convaincre un jury composé de la Présidente de l'ARE, Liese Prokop, du Président de la Commission Culture, Bruno Hosp, et du Président de la Sous-Commission Jeunesse, Jörgen Hedberg.

Lauréat 2003 du Prix de la Région la plus ouverte aux jeunes, le Lancashire (Royaume-Uni) fait la part belle aux nouvelles générations. Depuis plusieurs années déjà, les jeunes de cette région sont intégrés à la définition des politiques publiques via le Conseil de jeunes. Promotion de l'apprentissage des langues étrangères, programmes d'échanges, de recyclage des déchets, mise en place de tarifs de transports réduits pour les moins de seize ans, soutien à la communauté homosexuelle, participation au processus législatif, sont autant de domaines dans lesquels le Lancashire a su intégrer les jeunes et leur expertise. Autre atout de cette région, son soutien sans faille à la promotion des nouvelles technologies. Une forme de communication plébiscitée par les plus jeunes administrés. Bibliothèque en ligne, retransmission vidéo des réunions

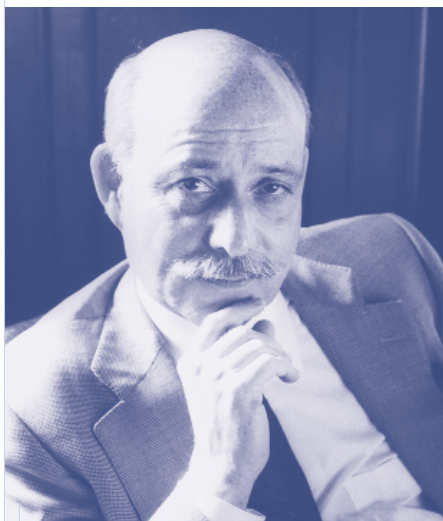
### Faire plus de place à l'inventivité

Cet esprit créatif, l'Europe et les collectivités territoriales devront le trouver face aux défis que pose la mondialisation. Selon une étude publiée le 17 mars dernier par un cabinet américain, d'ici à 2010, quelque 25 % des emplois des secteurs technologiques des pays développés seront délocalisés dans les marchés émergents, dont l'Inde et la Chine. Dès l'année prochaine, 30 % des principales entreprises européennes du secteur devraient exploiter des sites à l'étranger, affirme ce cabinet conseil. Autant de transferts d'emplois dont ne bénéficieront pas les citoyens européens. Si l'on ajoute à cela la libéralisation des services d'intérêt général dans laquelle s'engage l'Europe, c'est un véritable séisme économique que risque de vivre l'Union, si les régions ne se voient pas donner l'opportunité de préserver ou de développer leur dynamisme socio-économique et d'apporter leur expertise à l'échelle communautaire afin d'anticiper le monde de demain.

Construire à 25 la mondialisation ne sera pas moins difficile qu'à 15 mais cela reste encore le meilleur moyen de ne pas la subir. Surtout si les régions, seules structures politiques à même d'apporter une expertise précise du terrain, y participent et cherchent, ensemble, des réponses aux enjeux de demain, parmi lesquels le défi démographique et la pérennité des services d'intérêt général ou les défis énergétique (*lire l'entretien de Jeremy Rifkin*). <

## Jeremy Rifkin : "Rendez-vous maître de l'énergie"

PRÉSIDENT DE LA "FOUNDATION ON ECONOMIC TRENDS" QUI A HONORÉ DE SA PRÉSENCE LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES RÉGIONS D'EUROPE À POZNAN, CET ÉCONOMISTE AMÉRICAIN ANNONCE UNE RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE SANS PRÉCÉDENT ET DONT LES RÉGIONS POURRAIENT ÊTRE LES GRANDES BÉNÉFICIAIRES.



Jeremy Rifkin, Président de la "Foundation on Economic Trends"

### En quoi consiste cette révolution énergétique que vous annoncez ?

Cette révolution est celle de l'hydrogène et de l'avènement de la pile à combustibles. Tous deux vont devenir la base de notre vie. La pile à combustible va nous donner pratiquement autant de pouvoir que notre ordinateur. Lorsque vous vous connectez à Internet via votre PC, vous générez votre propre information, vous devenez producteur d'une information que vous partagez avec des millions d'autres utilisateurs. De la même façon, avec la pile à combustible, qui utilise de l'hydrogène, vous créez une énergie qui vous est propre et que vous pouvez partager avec d'autres personnes. Ce qui se dessine aujourd'hui est la création d'une toile énergétique, comme ce fut le cas au niveau informatique.

### N'est-on tout de même pas plus proche d'un scénario de science-fiction que de la réalité ?

Absolument pas. La révolution a déjà commencé. Dans l'espace des deux prochaines années, vous allez voir que le Japon va produire des piles à combustibles et de l'hydrogène en

quantité inimaginable. Autre exemple, la Californie. Elle a voté une loi disposant qu'à partir de 2009, toute voiture vendue devra fonctionner avec une pile à combustibles. En fait, je vous fais le pari que d'ici quelques années, il y aura autant de piles à combustibles qu'il y a aujourd'hui d'ordinateurs sur cette terre.

### Ceci casserait les réseaux d'approvisionnement traditionnels. Pourtant, la production d'hydrogène ne nécessite-t-elle pas l'apport de matières détenues par les seuls consortiums ?

Non. Ca c'est ce que voudrait vous faire croire George W. Bush. Ce qu'il espère est que vous restiez dépendants de son pétrole, de son gaz naturel, de son énergie nucléaire. Il veut produire de l'hydrogène noir. Mais personne, aux États-Unis ne pense à produire de l'hydrogène vert, bien plus accessible, à partir d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire, l'hydrologie, la géothermie, ou le biogaz. Et c'est là que l'Europe et ses régions ont une véritable carte à jouer en reprenant la main dans le domaine énergétique et en favorisant une profonde mutation de nos sociétés. À vous d'investir dans la production d'hydrogène vert.

### Reste à franchir un obstacle financier non négligeable...

Bien sûr nous savons que cela coûte de l'argent de favoriser les énergies renouvelables, mais il suffit de déplacer certains fonds disponibles. Et, à terme, l'investissement devient de toute façon rentable car il permet d'atteindre l'autosuffisance, de réduire les dépendances énergétiques.

### Outre les aspects économiques, vous soulignez que cette révolution énergétique aura aussi un impact sociopolitique sans précédent. Que tout changera. Pouvez-vous préciser votre pensée ?

Avoir la capacité de créer sa propre énergie signifie décentraliser les organisations politiques transnationales. Le mode de circulation de l'énergie ne se fera plus du haut vers le bas, comme sous l'ère pétrolière, mais du bas vers le haut. Il s'agira d'une énergie locale, régionale

avec tout ce que cela implique comme transferts de pouvoirs.

### Doit-on comprendre que la décentralisation de l'énergie renforcerait la démocratie ?

Cette nouvelle énergie est régionale, locale. Si, comme je le pense, les piles à combustibles se répandent massivement dans la société, cela signifiera la fin du contrôle monopolistique de l'énergie. Bien sûr les géants énergétiques actuels pourront toujours produire des piles à combustibles. Mais les régions et les individus aussi. C'est une donnée fondamentale car si nous aspirons aujourd'hui à la démocratie politique nous vivons en pleine contradiction dans la mesure où nous nous sommes enfermés dans un système où l'énergie ne dépend que du charbon, du gaz ou du pétrole. Autant de matières aux mains d'une élite restreinte. La contradiction est là. Elle est entre le fait d'essayer de vivre une démocratie politique et une centralisation et un contrôle total du haut vers le bas. La démocratie est une belle chose au niveau politique mais elle ne fonctionnera que si vous vous rendez maître de l'énergie. <

Tous les lecteurs du présent dossier sont invités à consulter le site Internet de l'ARE (<http://www.a-e-r.org>) pour de plus amples informations.



AER - ARE - VRE Dossier

L'Europe s'élargit

Printemps 2004

Dossier thématique de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)

Directeur de la publication - Klaus Klipp

Rédacteur en chef - Barbara Skoczylas-Thauront

Conseil éditorial - Dr Franz J. Stummann

Rédaction - Christophe Nonnenmacher

Secrétariat de rédaction - Francine Huhardeaux

Traduction - Ursula Gerstenmaier (GB & D)

Conception et mise en page - Agence Contexte - Strasbourg (F)

Impression - OTT - rue Pins - 67310 Wasselonne (F)

Tirage en trois langues : 4 500 ex.

Reproduction autorisée avec mention de la source

Mai 2004

ARE - Secrétariat général - Bureaux Europe - 20, Place des Halles  
F - 67000 Strasbourg - [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org) - Tél. : +33 3 88 22 07 07  
Fax : +33 3 88 75 67 19 - Email : [infopresse@a-e-r.org](mailto:infopresse@a-e-r.org)

**La Déclaration de Wielkopolska, adoptée à l'unanimité par les délégués présents aux VI<sup>e</sup> États Généraux des Régions d'Europe, ainsi que les résolutions relatives au Projet de Traité constitutionnel, à la sauvegarde de la diversité culturelle, à l'avenir des services d'intérêt général en Europe, à la nouvelle politique de cohésion, aux transports et à l'agriculture respectueuse des consommateurs, adoptées par l'Assemblée Générale de l'ARE, sont disponibles sur le site web de l'ARE :**

<http://www.a-e-r.org/COMMUN/A22-AG2003.html>